

Crise financière et Ajustement par le Marché dans le Monde arabe: Quelles Perspectives?

Habib El Malki*

ABSTRACT. The debt issue dominated the discourse of the 1980's signalling international credit as the main form of accumulation in the world economy. It was founded on a new form of inter-dependence between debtors and creditors with the latter making sure that the former do not go bankrupt. As a result, the debt issue overdetermines everything subordinating concerns with growth and development. The spiral of debt results from the transformation of the role of money and finance following the emergence of the electronic currency and a vast and unique global market of capital managed by the computer and satellite links. Accelerated by the mobile mass of petro-dollars, this "Casino-economy" signals the growth of speculation at the expense of productive activity. Given the growing interventionist policy of financial institutions specially the IMF and the World Bank, for debtor countries, debt repayment has meant the intensification of inequalities, dependence, pauperization, loss of sovereignty and reversal of development priorities. Originating both from the global financial and monetary anarchy and internal financial policies, the debt of Arab countries is neither conjunctural nor transient. Its specificities lie in the inter-regional flow of finance between Arab-countries. Although heterogeneous in nature, agriculture and food dependency is a common profile of the debt structure in Arab countries. As elsewhere, Arab countries have turned to structural adjustment Programme as a solution. Conceived independently of the socioeconomic specificity of countries and ignoring complexities in favour of simplification, SAP advocates universal recipes and market forces as a solution to all ills. Its depressive budgetary policy liberalization and restrictive social policy have meant giving priority to the export sector and downgrading the internal market. This aggravates social differentiation, marginalizing large sectors of the population, impoverishing the middle class and threatening local based entrepreneurs. The past and recent history shows that an imposed market system is more a source of renewed domination than a source of liberation for countries of the south.

La Crise actuelle, Source de Mutations profondes, est à Dimension multiple: économique, financière, technologique et socio-culturelle

Incertitudes mais accompagnées de nouvelles perspectives de développement: tels sont les deux traits majeurs qui illustrent les paradoxes de cette crise, notamment à travers sa dimension financière qui ne cesse de dominer les années 80. Discours et politiques économiques sont façonnés par les problèmes de la dette. Comme l'enjeu des rapports Nord-Sud est présenté comme un enjeu financier.

La dette surdétermine tout. Elle s'impose comme une grille de lecture et d'analyse des problèmes contemporains: une sorte de passage obligé pour s'interroger sur les perspectives d'évolution de l'économie mondiale. D'où l'éclipse des problèmes de croissance et de développement qui deviennent subordonnés à la question de la dette.

* Professeur à l'Université Mohammed V, Rabat - Maroc.

Enjeu financier, la dette est aussi un jeu sans fin, mettant en présence différents acteurs (créanciers publics et privés d'un côté et Etats débiteurs de l'autre), jeu médiatisé par la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI). Un jeu qui aggrave les inégalités en amplifiant la paupérisation des pays pauvres à travers l'enrichissement des pays riches.

Un tel phénomène n'est pas nouveau. Il date du 19^{ème} siècle car l'endettement extérieur du Tiers Monde a constitué l'un des instruments privilégiés qui a favorisé le déploiement de la stratégie d'expansion de l'Europe. Plusieurs expériences montrent que le processus de pénétration coloniale directe a eu comme corollaire l'asphyxie financière de plusieurs pays indépendants. Autrement dit, l'incapacité des Etats emprunteurs à gérer une dette devenue considérable, donc touchant à des intérêts importants des pays exportateurs de capitaux, a facilité la multiplication des interventions militaires étrangères. C'est le cas des pays arabes de la rive sud de la méditerranée¹.

L'Egypte - qui était placée juridiquement sous la souveraineté ottomane entra en cessation de paiement en 1876, situation qui déboucha sur l'aliénation de sa souveraineté par l'occupation anglaise en 1882. En effet, le *Khédive* Ismaïl, successeur de Mohamed Ali, considérant que son pays faisait partie de l'Europe, s'engagea en avant à travers le lancement d'une série d'emprunts, dépassant largement la capacité de remboursement de l'économie égyptienne de l'époque.

L'endettement tunisien commença en 1830. Depuis, le recours excessif au marché des capitaux provoqua une aggravation des charges de la dette et conduisit la Tunisie à suspendre ses paiements extérieurs. Une commission comprenant les représentants des principaux bailleurs de fonds français, italiens et anglais, se constitua pour mettre de l'ordre dans les finances de l'Etat tunisien. La perte de l'autonomie économique et financière aboutit à l'occupation militaire française en 1881.

Dans le cas du Maroc, le recours systématique à la politique des emprunts à la fin du 19^{ème} siècle, auprès de l'Angleterre, de l'Espagne et de la France, est significatif de l'aggravation de la crise financière². Une double tendance est à l'origine de cette situation:

- une tendance à l'accroissement des dépenses, notamment à la suite de la politique des réformes (réforme administrative, introduction de la culture du coton, installation d'industries d'armements légers, modernisation de l'armée, construction de ports, de Tours pour se défendre contre les invasions

1 Voir George Corm: "L'endettement des Pays en voie de Développement. Origine et Mécanismes". Collectif: *Dette et Développement*. Ed. Publisud, Paris, 1982.

2 Voir H. El Malki: l'Endettement international du Maroc: Un fait de longue durée - Collectif: *L'Etat marocain dans la Durée (1850-1985)* Edino (Rabat) et Codesria (Dakar), 1987.

étrangères...) et du paiement des "indemnités" aux Européens;

- une tendance à une diminution considérable des ressources de l'Etat provoquée par la réduction des recettes douanières et la diminution de l'assise fiscale interne (troubles intérieurs, extension de la pratique de la protection des puissances étrangères qui soustrayait la couche la plus solvable de la population à l'impôt...).

Le Maroc s'installa progressivement dans le cercle vicieux de l'endettement externe. Ainsi, l'emprunt de 1904, en consacrant la prépondérance de la France avec la Banque de Paribas, précipita l'installation du Protectorat en 1912.

La comparaison entre les deux crises financières (fin du 19^{ème} siècle et fin du 20^{ème} siècle) est pleine d'enseignements. Les similitudes ³ montrent avec force combien l'histoire, si elle ne se répète pas, peut être bonne conseillère. A la fin du 19^{ème} siècle, plusieurs pays ont connu des périodes de fort endettement: les Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie. D'autres ont procédé à la répudiation de leurs dettes: l'Union Soviétique après la Révolution d'Octobre de 1917, l'Argentine et surtout l'Allemagne entre les deux guerres... Ces quelques exemples historiques montrent que la relation-emprunt-développement-remboursement revêt des significations différentes. Aujourd'hui, les termes du problème ont changé et les conditions historiques ne sont pas les mêmes. Le renouveau et la mondialisation de la dette qui gangrènent l'ensemble des composantes de l'économie mondiale ont créé une situation nouvelle. Economies capitalistes développées, économies socialistes et économies du Tiers Monde se sont installées avec plus ou moins de confort, dans une économie de crédit international, basée sur un système d'inter-dépendance particulier entre débiteurs et créanciers, ces derniers veillant à ce que les premiers ne tombent pas en faillite.

L'arithmétique de la dette dans le monde est très approximative, mais suffisamment évocatrice pour montrer que le développement à crédit est plus une réalité contraignante qu'un mythe libérateur, particulièrement pour le Tiers Monde: 100 milliards de dollars pour l'Europe de l'Est, 500 milliards de dollars pour l'Europe de l'Ouest (endettement brut, fin 1984) et 1300 milliards pour les pays en développement. La dette extérieure américaine constitue une véritable bombe à retardement. Crédeur net de 171 milliards de dollars en 1982, les Etats Unis ont fini l'année 1987 sur un endettement net de 368 milliards. A ce rythme, le cap des 1000 milliards de dollars pourrait être atteint au début des années 1990⁴.

3 Ouverture violente par la force sur l'extérieur, atteintes répétées à la souveraineté des Etats.

4 Les Etats Unis représentent un cas unique au monde: ils empruntent dans leur propre monnaie qui se trouve être la principale monnaie de réserve internationale. Dépensant

Cette spirale de la dette résulte des transformations du rôle de la monnaie et de la finance au niveau international.

En effet, la nouvelle technologie de l'information a fait émerger une nouvelle forme de monnaie: la *monnaie électronique*, par définition immatérielle et de plus en plus omniprésente. Traditionnellement, la monnaie remplissait les fonctions d'étalon de la valeur, d'unité de compte et de placement de réserve. Aujourd'hui, elle remplit une nouvelle fonction: l'information qui apparaît comme principale - "c'est la qualité, la richesse d'information qu'elle véhicule qui déterminent d'une manière décisive la parité d'une monnaie, son ultime contrepartie"⁵. La monnaie électronique est une monnaie planétaire. Des milliards de dollars se déplacent d'une place financière à une autre à la vitesse de la lumière. L'argent est ainsi plus qu'un simple moyen d'échange commercial. Il devient un produit de plus en plus élaboré exerçant un véritable pouvoir de fascination, circulant 24 heures sur 24 au sein d'un réseau planétaire. Le développement de la monnaie électronique ainsi que la réduction des barrières entre les différentes places financières ont favorisé l'émergence d'un vaste et unique marché international de capitaux: un seul marché géré par l'ordinateur et les liaisons par satellite. La déréglementation en vogue a favorisé cette tendance.

Cette mondialisation de l'espace financier s'est traduite par une perte de contrôle des autorités monétaires nationales et internationales. Qui contrôle quoi? et pour faire quoi? La réponse à ces interrogations est complexe tant l'imbrication des faits est forte et les perspectives incertaines. Et c'est dans le domaine de la finance que complexité, interdépendance et aléa prennent leur véritable sens.

Comment gérer l'imprévisible? Le pouvoir des mots est plus fort que celui des conventions, quand elles existent et sont respectées. Une simple déclaration de tel ou tel responsable des principales puissances financières suffit à créer confiance et stabilité ou désarroi et panique. Un événement social (grèves), politique (élections), la publication du bulletin de santé du Chef de l'Etat...: tous ces facteurs agissent sur la valeur de la monnaie et provoquent des déplacements de capitaux. Ils soulignent encore une fois combien la monnaie est un véritable vecteur d'information.

... sans compter, ils sont devenus un pays à déficit commercial et budgétaire structurel. A défaut d'ajustement interne, ces énormes trous financiers sont comblés par le reste du monde.

5 Charles Goldfinger: *La Géfinance*. Ed. du Seuil, Paris, 1986, p.19.

L'Autonomisation de la Finance internationale par rapport aux Mouvements réels entre les Pays

En effet, à l'échelle internationale, les mouvements de capitaux, ont acquis une importance nettement supérieure aux échanges commerciaux internationaux⁶. Ils représentent 40 fois le niveau des seconds; d'où un renversement du schéma d'analyse traditionnel: les flux du commerce international expliquent de moins en moins les flux financiers. Et la relation de détermination qui prévalait jusqu'aux années 60 n'est plus vérifiée. Ainsi, de "variable résiduelle", les flux financiers sont devenus "variable indépendante", déterminant à leur tour taux de change et taux d'intérêt. Cette nouvelle situation explique pourquoi, en dépit de la faiblesse de l'échange de marchandises, l'échange de monnaie n'a jamais été aussi florissant.

La dichotomie grandissante entre la sphère réelle et la sphère financière est source de dérèglements, de déséquilibres sinon de ruptures nécessitant tôt ou tard des réformes en profondeur. Elle montre combien l'architecture érigée au lendemain de la deuxième guerre mondiale dans le domaine monétaire, financier et commercial est tombée en ruine. Le paysage géo-économique ainsi que le paysage financier ont fortement changé, rendant caduque les règles laborieusement établies en 1944. Le système monétaire et financier international, hérité des Accords de Bretton Woods, est devenu une simple référence. Schématiquement, il est passé par deux grandes phases.

La première phase, marquée par une certaine efficience, s'achève à la fin des années 60. En favorisant l'échange international des biens et des services, en facilitant la mobilité du capital, ce système a contribué à une croissance régulière et rapide de l'économie mondiale.

Par contre à partir d'Août 1971, date à laquelle les Etats Unis décident d'abandonner la convertibilité or-dollar à un prix fixe, dérèglements et désordres monétaires et financiers vont conduire à la répudiation définitive du système créé à Bretton-Woods. A la stabilité relative qui était la principale vertu de l'ancien système, se substituent fluctuations désordonnées des taux de change, des taux d'intérêts et fébrilité des banques et des marchés.

Deux traits caractérisent le système actuel: d'une part le dollar en est l'unité de compte et l'étalon de fait, et d'autre part les taux de change flottent librement.

L'évolution d'un tel système sera fortement déterminée, encore plus que par le passé, par celle de l'économie et des finances américaines, que symbolise l'état de santé du dollar. Sa force et ses faiblesses vont provoquer et amplifier ici et là les secousses financières et les turbulences monétaires qui

6 Voir Cahiers Français: *Finance internationale* No.230, Mars-Avril 1987, Documentation française, Paris.

marqueront les années 80. La dette du Tiers Monde, libellée en très grande partie en dollars, et particulièrement la dette du monde arabe, en subira toutes les conséquences.

Faut-il rappeler qu'en l'absence d'un ajustement réel de l'économie et des finances américaines - pour remédier aux déséquilibres profonds qui les minent - l'économie mondiale est en passe de devenir une véritable "économie-casino". Inconscience des joueurs et effets anesthésiants de l'endettement ne cesseront d'amplifier cette tendance.

La Crise de la Dette

Déclenchée par la crise mexicaine de l'été 1982 et la crise boursière de l'automne 1987 sont très significatives de la croissance rapide de l'économie de spéculation, au détriment de l'économie productive.

En effet, l'autonomisation excessive de la sphère financière a créé des mirages et développé la fuite en avant. La spéculation se nourrit de la spéculation en l'amplifiant, d'où la fragilisation des appareils de production et l'accroissement du degré de vulnérabilité des économies.

Les principales bourses de la planète n'ont-elles pas enregistré une croissance de quelque 300% depuis 1982, alors que la croissance économique cumulée des cinq dernières années dans les pays de l'OCDE dépasse à peine 15% durant la même période? Comment expliquer que les bourses de valeurs mobilières, refuge de valeurs réelles en temps d'inflation, aient offert de telles plus-values de temps de désinflation⁷.

Sur les marchés des changes, la valeur des opérations quotidiennes a été estimée à 150-300 milliards de dollars, dont 3 à 5% seulement correspondent à des transactions commerciales.

La brutalité du retournement de tendance à partir d'octobre 1987 a eu l'effet d'un séisme: panique généralisée, chute brutale des cours, fermeture-réouverture des bourses... Impossible d'arrêter les démons de la spéculation tant la croyance en les forces du marché était forte! La circulation de l'information boursière, à la vitesse de la lumière, amplifia dans une conjoncture de crise, la tendance baissière des cours. Et l'argent, qui exerce un pouvoir de fascination/répulsion, se métamorphose dans ses fonctions pour devenir une source de faillite, après avoir été une source de réussite. Ainsi, le krach boursier provoqua en quelques semaines des pertes qui s'élevèrent à 2.000 milliards de dollars - dont la moitié pour Wall Street, soit à peu près 2 fois l'ensemble de la dette du Tiers Monde et 12 fois la dette du monde arabe.

7 En quatre ans, entre fin 1982 et fin 1986, la capitalisation boursière (nombre des titres en circulation multiplié par le cours) a été multipliée par 5 à Paris, plus de 4 à Tokyo, moins de 3 à Londres et moins de 2 à New York - (voir *Le Monde*. Dossiers et Documents: "L'explosion des marchés financiers". No.149, Novembre 1987).

Ceci montre combien l'argent, en définitive, c'est de la fumée verte⁸. La bourse symbolise le développement - contradictoire - du capitalisme. Son essor est fortement lié à la création des compagnies de chemin de fer, à l'expansion de l'industrie et du commerce qui marquèrent particulièrement le 19ème siècle. Cependant, le développement de cette nouvelle forme de richesse (les valeurs mobilières) engendra un parasitisme effréné, une soif de gain sans effort productif⁹.

On ne crée pas, on gagne de l'argent: telle est la philosophie qui détermine les règles du jeu des spéculateurs en bourse.

La Crise de la Dette du Tiers Monde est un autre aspect majeur caractéristique des Mutations économiques et financières, au niveau international

C'est la manifestation dominante, dans la phase actuelle, de la crise des rapports Nord-Sud. Elle résulte de l'intégration financière du Sud dans les circuits financiers internationaux, essentiellement à caractère privé, contrôlés par le Nord.

La dynamique de l'intégration du Tiers Monde dans le marché international a connu une longue évolution en passant par trois grandes périodes¹⁰:

- la première période est celle de l'intégration par les échanges: c'est l'intégration à dominante commerciale caractéristique d'une spécialisation primaire au sein de la division internationale du travail. C'est en grande partie le cas du continent africain;

- la deuxième période, marquée par la transnationalisation de la production, est à dominante industrielle. Elle correspond à ce mouvement de restructuration des appareils productifs qui a débouché sur l'émergence de cette nouvelle catégorie de pays appelée NPI (Nouveaux Pays Industriels), posant par là de nouveaux problèmes d'ordre conceptuel et théorique dans l'analyse du développement;

- la période actuelle est celle de l'internationalisation des circuits financiers, processus lié au nouveau rôle de la monnaie et au décloisonnement des marchés de capitaux. Les masses errantes des pétro-dollars ont accéléré ce processus dans les années 70.

L'évolution de ces trois périodes n'est pas forcément linéaire car les différentes modalités d'intégration peuvent se chevaucher dans un même pays ou dans une même région. Cependant, le problème lancinant de la dette du Tiers Monde souligne que, dans cette période, l'intégration est à dominante

8 Voir le roman politico-financier de Gérard Leroux (banquier Suisse) et Robert Buchard (journaliste) intitulé: *Fumée Verte*. Ed. Albin Michel, Paris, 1987.

9 *Wall Street*, le dernier film américain de Olivier Stone, démonte parfaitement les mécanismes occultes et les racines souterraines de la spéculation à la bourse de New York.

10 Voir Ch. A. Michalet: *Le Développement indépendant*. Ed. Rochevignes, Paris.

financière avec toutes ses implications socio-économiques. Dans cette optique, il apparaît que la dette est plus un phénomène de structure qu'un phénomène de conjoncture, rendant imprécise - sinon dépassée - la délimitation traditionnelle entre l'état de solvabilité et l'état de liquidité au niveau des Etats.

Trois traits majeurs caractérisent la Dette du Tiers Monde

L'accélération du rythme de progression de la dette du Tiers Monde qui a plus que décuplé entre 1973 et 1987.

En effet, pendant cette période, elle est passée de 110 milliards de dollars à 1.200 milliards de dollars. La rapidité de ce rythme est incomparablement supérieure à l'évolution de la croissance économique. Et une corrélation négative s'est établie entre l'augmentation de la dette par tête et celle de la production annuelle par tête. Cela signifie que la dette est devenue un obstacle, sinon un facteur de décroissance économique; en définitive, une source d'appauvrissement!

La très forte concentration de la dette: 17 pays concentrent plus de 40% de l'ensemble de la dette du Tiers Monde dont 11 pays Latino-américains¹¹. Le Maroc est le seul pays arabe classé dans la catégorie des 17 pays lourdement endettés - selon la terminologie de la banque mondiale. Durant la période 1980-87, plusieurs indicateurs soulignent la précarité sinon la dégradation de l'état de santé de ce groupe de pays: une très faible croissance économique (1%) et des taux moyens annuels négatifs pour l'investissement (-4,8%) et pour la consommation par tête (-1,6%).

Cette situation est appelée à durer d'autant plus que le taux d'endettement moyen est supérieur à 60%¹² et que le service de la dette pour 1987-89 est estimé à 230 milliards de dollars dont 87 milliards pour les intérêts - la tendance est à la bancarisation de la dette extérieure du Tiers Monde. Ainsi, plus de 60% des emprunts sont d'origine privée. Ce taux est particulièrement élevé, notamment dans les pays lourdement endettés en Amérique Latine (74% en moyenne). Il souligne un changement de structure de la dette, résultant d'un recours massif aux banques commerciales privées, notamment à partir du milieu des années 70¹³. La conséquence directe est l'accroissement du degré de vulnérabilité de la dette extérieure du Tiers Monde, processus amplifié par la conjonction de plusieurs facteurs, dont en particulier:

11 The World Bank: *World Debt tables* - 1987-88 Edition Washington D.C. La dette de ces 17 pays est en moyenne de 500 milliards de dollars, avec en particulier le Brésil (114,5 milliards); le Mexique (105 milliards) et l'Argentine (50 milliards).

12 Ce taux est obtenu en rapportant le volume de la dette au PNB. Il est de 127% pour le Maroc, de 197% pour la Jamaïque, de 123% pour la Côte d'Ivoire, de 119% pour Costa Rica et la Bolivie et de 138% pour le Chili.

13 Seule l'Afrique échappe à cette tendance. Sa dette reste principalement d'origine publique et contractée sous forme concessionnelle.

- L'augmentation des taux d'intérêts réels, sans rapport avec ceux qui prévalaient lorsque les contrats ont été signés. En même temps, la part de la dette à taux variable par rapport à l'encours total de la dette publique s'est fortement accrue: 43% en 1983 contre 16% en 1974, à titre d'exemple.

- La surévaluation artificielle du dollar américain jusqu'en 1986, phénomène d'autant plus préjudiciable que la dette du Tiers Monde est libellée à plus de 70% en dollars.

- Le renouvellement des crédits sur la base d'échéances de plus en plus courtes. La contraction de la durée moyenne des prêts concerne aussi bien les prêts publics que les prêts privés, avec successivement 14 années et 8 années.

L'ensemble de ces facteurs sont significatifs de la détérioration des conditions d'endettement du Tiers Monde. Ils se traduisent par une augmentation des charges financières, remettant fortement en cause la capacité de remboursement des pays endettés. C'est ainsi que le rapport service de la dette/revenu des exportations a été multiplié par 2,5 entre 1975 et 1986 en passant de 8,5% à 21,3%. Comme le rapport en cours de la dette/recettes d'exportations a augmenté durant la même période, presque dans les mêmes proportions, 173,3% en 1986 contre 73,5% en 1975.

Ces ratios montrent combien la spirale de l'endettement conduit à une situation insupportable pour les pays emprunteurs qui se trouvent dans l'obligation de consacrer une part toujours croissante de leurs ressources au remboursement de la dette.

La Logique perverse de l'Endettement extérieur

Les effets pervers de l'endettement extérieur du Tiers Monde touchent non seulement les équilibres macro-économiques mais aussi et surtout les aspects qualitatifs de la croissance.

En effet, la politique de gestion de la dette est fortement déterminée par l'augmentation de la capacité de remboursement de la dette, considérée comme une priorité. D'où la nécessité de développer le secteur d'exportation, souvent au détriment des secteurs sociaux, pour pouvoir rembourser. *Or le remboursement est fondamentalement déflationniste.* Au niveau des pays débiteurs, il se traduit par un transfert de ressources à des fins autres que l'investissement productif ou l'investissement à caractère social ou culturel. Et au niveau des pays industrialisés, la partie des recettes d'exportation consacrée au remboursement de la dette n'est pas utilisée à l'achat des biens d'équipement. Ces facteurs conjugués ne peuvent contribuer à une relance durable et saine de l'économie mondiale.

De surcroît, la politique de gestion de la dette a aggravé l'hémorragie financière qui rend de plus en plus anémiques les économies des pays endettés. L'amplification des flux financiers allant du Sud vers le Nord revêt des

formes très variées (service de la dette¹⁴, évasion des capitaux, investissement du Sud au Nord¹⁵).

L'évasion des capitaux est l'une des formes les plus connues et joue un rôle important dans ce sens. Elle est estimée modestement par le FMI à 300 milliards de dollars entre 1974 et 1985, dont plus de 50% en provenance de l'Amérique latine. Sur cette base, on constate que plus le niveau d'endettement est élevé, plus la fuite des capitaux est forte. La sortie des capitaux obéit à plusieurs considérations d'ordre monétaire (vif intérêt pour les devises étrangères, crainte d'une dévaluation brutale), de rentabilité des capitaux (faiblesse des perspectives de croissance locale, facteurs incitatifs à des placements dans des paradis fiscaux) et de sécurité (instabilité politique, absence de confiance dans l'avenir). Elle permet à des particuliers d'acquérir des actifs, notamment financiers, à l'étranger. Elle accroît donc le montant de devises étrangères, ce qui exige presque inévitablement de nouveaux emprunts à l'extérieur pour éviter une crise des paiements. Par ailleurs, ces devises empruntées peuvent se retrouver elles-mêmes aussitôt replacées à l'étranger avant d'avoir pu trouver une utilisation productive dans l'économie nationale du pays emprunteur.

Le paradoxe est que cette fuite de capitaux, par son importance, assure une partie du financement du déficit record des Etats Unis. En effet, les rapports annuels de la Banque des Règlements Internationaux constatent une forte progression des dépôts en dollars des ressortissants des pays endettés dans les banques situées en dehors de ces pays, dans les paradis fiscaux notamment. Ces dépôts en transitant par l'euromarché permettent ainsi de combler partiellement le déficit américain.

En définitive, qui finance qui?

Les mécanismes de transfert financiers du Sud vers le Nord soulignent clairement combien la logique de l'endettement extérieur est perverse: renforcement des rapports d'inégalité et de dépendance à l'égard des pays créanciers, paupérisation des pays débiteurs, renversement des priorités de développement. Croître pour rembourser et rembourser pour respecter "la légalité financière internationale". Or la subordination des choix économiques aux seules préoccupations financières ne peut aider à briser le cercle vicieux de l'endettement.

Dans le monde Arabe, et de manière générale au Tiers Monde, la relation emprunt-développement-remboursement tend à devenir univoque, de plus en plus complexe, mettant en rapport pays débiteurs, créanciers publics et pri-

14 Le service de la dette net des bénéfices rapatriés est estimé à 40 milliards de dollars pour 1985.

15 Les investissements du Sud vers le Nord sont un phénomène nouveau. Ils représentent approximativement 511 milliards de dollars entre 1973-74 et 1984.

vés, FMI et Banque Mondiale - dont l'interventionnisme ne cesse de se renforcer. Une relation qui pose en termes nouveaux la conception et la mise en oeuvre de la politique économique: quel est le mode le plus efficient pour gérer la contrainte financière? Comment concilier le court terme avec le moyen terme, c'est-à-dire déficit et croissance économique et sociale? Enfin, une relation qui soulève des problèmes de souveraineté pour les Etats endettés, face au nouvel interventionnisme du FMI et de la Banque Mondiale.

La dette des pays Arabes n'est ni un phénomène de conjoncture, ni un phénomène passager

Elle trouve ses origines aussi bien dans l'anarchie financière et monétaire internationale que dans les politiques de financement interne. Son montant total est estimé à 161,3 milliards de dollars (1986), soit 14% de l'ensemble de la dette du Tiers Monde¹⁶. Il est à noter que la structure de la dette des pays arabes est spécifique car elle ne revêt pas un aspect strictement ou exclusivement international¹⁷. Les engagements financiers ne sont pas contractés uniquement auprès du système financier international: ils recouvrent aussi des flux intra-régionaux découlant des mécanismes de financement arabo-arabes. D'autant plus que l'espace arabe est une région productrice de pétrole et génératrice de surplus financiers.

L'examen de la répartition de la dette permet de constater que cinq pays parmi l'ensemble des pays arabes (Algérie, Maroc, Egypte, Arabie Saoudite et Irak) concentrent plus des 2/3 du volume de la dette. Ils appartiennent à des groupes de pays ayant des structures économiques et des orientations de développement divergentes, et, plus largement des niveaux de développement différenciés: l'Algérie et l'Irak pays exportateurs de pétrole et à économie dirigiste, le Maroc et l'Egypte - pays à revenu intermédiaire - avec successivement 560 dollars et 610 dollars, et enfin l'Arabie Saoudite, premier pays exportateur de pétrole et dont le revenu moyen par tête est parmi les plus élevés - le troisième après les Emirats Arabes Unis et le Koweït.

Le degré de concentration élevé de la dette ne doit pas cacher l'hétérogénéité des situations d'endettement. C'est ce que montre le tableau 2 à travers le rapport PNB/Dette. Trois catégories de pays sont à distinguer¹⁸:

- la catégorie des pays à taux d'endettement faible couvrant des pays exportateurs de pétrole et faiblement peuplés: Lybie, Arabie Saoudite...;

16 La dette des pays arabes représente moins du 1/3 de celle des pays d'Amérique Latine et à peu près la moitié de celle des pays d'Asie.

17 Voir Arabi Jaidi dans le collectif: *La Crise et l'Endettement du Tiers Monde*. Ed. Maghrébines, 1988, Casablanca, p. 187 et suites.

18 Cette classification est à nuancer en fonction des fluctuations du prix du baril et de l'importance de la population des pays concernés.

Tableau 1: Dette des pays arabes - 1986 (en milliards de dollars US)

Pays	Dollars
A.	46.9
Algérie	21.9
Maroc	18.3
Tunisie	06.7
B.	67.1
Egypte	38.4
Bahrein	01.3
Soudan	08.6
Syrie	04.5
Jordanie	05.2
Yémen Nord	02.6
Yémen Sud	02.0
Liban	00.9
Oman	03.0
Quatar	00.6
C.	47.6
Arabie Saoudite	14.3
Irak	12.9
Koweït	08.9
Lybie	02.3
Emirats Arabes Unis	09.2
Total	161.3

Source: OCDE: Financement et Dette extérieure des Pays en Développement 1987. *World Development Report 1987*

Tableau 2: (en dollars US)

Pays	PNB/Tête ^a	Dette/Tête ^b	PNB/Dette ^{a/b}
Lybie	7,170	575	12.5
Arabie Saoudite	8,850	1,192	07.42
Syrie	1,570	409	03.84
Koweït	14,480	4,450	03.25
Oman	6,730	3,000	02.24
Emirats Ar. Unis	19,270	9,200	02.1
Yémen Nord	550	325	01.69
Tunisie	1,190	957	01.24
Jordanie	1,560	1,300	01.2
Algérie	2,550	2,255	01.13
Soudan	300	377	00.80
Egypte	610	784	00.78
Maroc	560	832	00.67
Yémen Sud	530	1,000	00.53

Source: *World Development Report 1987*.

Y. Gazzo: "Crise de l'Etat ou Crise de Confiance dans les Economies du Monde Arabe". *Annuaire de l'Afrique du Nord CRESM/CNRS*, Paris, 1987.

- la catégorie des pays à taux d'endettement moyen concernant des pays différents: Algérie/Yémen du Nord, Tunisie/Jordanie;

- la catégorie des pays à taux d'endettement très élevés ; elle englobe aussi bien des pays comme le Maroc et l'Égypte que des pays moins avancés (Mauritanie, Somalie et Soudan).

La prise en considération d'un indicateur composite de risque¹⁹ (stabilité, sécurité, ressources naturelles, solvabilité...) conduit à la même classification: pays à risque faible avec essentiellement les États du Golfe, pays à risque moyen: Tunisie, Jordanie, Syrie, Yémen du Nord et enfin les pays à haut risque présentant des taux de solvabilité très faibles et couvrant des pays très disparates: Maroc et Soudan, Égypte et Somalie, Irak et Liban affaiblis par les guerres.

Par ailleurs, la dette des pays arabes est fortement marquée par la prépondérance des emprunts d'origine publique avec une seule exception, celle de l'Algérie. Dans ce processus, les flux en provenance de l'intérieur de la région sont relativement importants. Deux mécanismes ont facilité ces transferts intra-régionaux: le système des aides bilatérales entre les États du Golfe et les pays arabes déficitaires, et les transferts réalisés par le biais des institutions de développement nationales ou régionales. Les transferts bilatéraux sont plus importants que les seconds²⁰.

Enfin, l'une des caractéristiques de la dette arabe est sa tendance à la bancarisation et à la privatisation: plus du 1/3 dans les années 80 contre le 1/4 au début des années 70 du total de la dette. Il est à souligner que cette tendance résulte en partie de flux financiers médiatisés par les circuits financiers internationaux, soulignant par là la faible intermédiation financière inter-arabe.

Les facteurs à l'origine de l'endettement international du monde arabe sont multiples, aussi bien d'origine interne qu'externe. Cinq facteurs sont particulièrement importants:

- le poids grandissant de la contrainte extérieure, notamment dans la conjoncture qui a marqué les années 80. Sa nature et son impact sont à identifier en fonction de plusieurs paramètres: ressources énergétiques, choix sectoriels et technologie importée, déficit alimentaire et pression démographique...

19 Cf. Arabi Jaidi, op. cit.

20 Durant la période 1974-81, le total de l'aide bilatérale arabe a atteint 25 milliards de dollars sur une valeur globale de 45 milliards affectée à l'ensemble des pays en développement. Les agences de développement arabes ont réalisé un montant de crédit de 8,4 milliards de dollars dans le monde arabe, soit plus de 50% de leurs engagements totaux dans le Tiers Monde.

De manière générale, tout dépend du type et des modalités d'insertion des économies arabes dans le marché mondial qui restent généralement retardataires par rapport à la nouvelle dynamique de la division internationale du travail. C'est pourquoi à défaut d'une stratégie de développement global et intégré, la manne pétrolière n'a pas été suffisante pour asseoir doublement et accélérer le progrès économique et social dans la région.

- l'augmentation rapide des dépenses de défense, d'autant plus que ce secteur fait fortement appel à l'importation, donc son incidence sur l'endettement est non seulement directe mais réelle. Le conflit israélo-arabe, la guerre Irak-Iran et les conflits inter-arabes interminables entretiennent et amplifient ce phénomène qui se traduit par une forte ponction des ressources qui pourraient être affectées à des dépenses productives. Selon les indications statistiques très approximatives, la part du budget de défense dans le PNB se présenterait comme suit: Algérie 2.0% (1985); Tunisie 5.2% (1984); Maroc²¹ 5.5% (1985); Egypte²² 8.1% (1985);

- la fragilité des appareils productifs des pays arabes qui sont peu compétitifs et peu adaptés aux exigences et aux changements rapides de l'environnement régional et international. Les politiques sectorielles, à l'origine de la mise en place de ces appareils, ne sont pas étrangères au recours à l'endettement extérieur. C'est le cas des politiques industrielles tournées vers l'exportation (Maroc, Tunisie, Egypte) et qui se caractérisent par une forte concentration des investissements dans les branches de consommation finale, ou dans celles des biens intermédiaires d'origine minérale (Maroc, Jordanie, Tunisie). Aussi bien les grands projets publics de transformation des phosphates que des projets plus axés sur la sous-traitance, ou sur la promotion des petites et moyennes entreprises sont financés par des ressources publiques ou par des emprunts étrangers garantis par l'Etat.

D'autre part, le modèle d'industrialisation par l'amont, qui a privilégié les branches des industries intermédiaires et des biens d'équipement, avec un secteur dominant, a conduit à une industrialisation coûteuse, avec de grandes réalisations de prestige, utilisant une technologie sophistiquée, sans conditions d'accueil favorables.

La crise économique et l'épuisement des moyens financiers ont souligné les limites de ce modèle qui n'a pu générer un surplus permettant de développer la capacité de reproduction élargie. Les autres pays arabes moins avancés (Soudan, Somalie, Mauritanie) restent encore plus sensibles et plus

21 Comparativement aux autres pays du Maghreb, l'importance de la part relative du budget de défense dans le PNB s'explique par la défense de l'intégrité territoriale, faisant suite à la guerre du Sahara.

22 L'Egypte, depuis les accords de Camp David (1979), se consacre à un vaste programme de modernisation et de renouvellement de son arsenal militaire.

vulnérables à la dégradation des termes de l'échange et aux fluctuations du commerce extérieur.

Sur le plan agricole, les pays arabes présentent à des degrés différents un dénominateur commun: la dépendance agro-alimentaire significative des limites des politiques agricoles.

Tableau 3: Taux de couverture des échanges alimentaires (%)

Pays	1974	1980-85
Algérie	03.5	00.6
Egypte	17.2	06.7
Maroc	62.3	49.5
Tunisie	59.3	30.7

Source: FAO, annuaires du Commerce agricole.

Ce tableau souligne une dégradation rapide et continue du taux de couverture des échanges alimentaires. Il permet de mesurer la sévérité du déficit particulièrement pour l'Algérie et l'Egypte dont le montant est estimé successivement à 2 et 3 milliards de dollars. Les importations de produits alimentaires représentent environ 20% des importations totales de l'Algérie et plus de 30% en Egypte.

Le Maroc et la Tunisie présentent des situations relativement comparables. Dans l'un et l'autre cas, les importations alimentaires constituent moins de 20% des importations totales.

Cette nouvelle forme de dépendance a contribué à alimenter l'endettement externe, même si la facture alimentaire est assurée pour certains pays par l'aide étrangère. Les causes profondes de cette situation tiennent à la conception et au choix des politiques de développement qui se caractérisent par la dévalorisation et la marginalisation du rural²³; en somme l'absence d'une approche intégrée du développement. D'où le déclin des cultures vivrières et des production destinées à la satisfaction des besoins alimentaires internes. La question de la propriété foncière, les techniques de production et le système des prix continuent de jouer au détriment de la production et de la productivité.

- La politique de financement, tournée vers les solutions de facilité

L'installation d'une économie de l'endettement international favorisa de

23 H. El Malki: *Au delà des chiffres. Quel développement?* Ed. Maghrébines - Casablanca, 1983.

telle pratique. En effet, à la suite des mutations financières et monétaires en cours, le crédit international s'est substitué progressivement à l'investissement direct, comme modalité de financement. Cette tendance est marquée par l'émergence d'un nouveau pouvoir bancaire international à travers l'élargissement du rôle des banques commerciales privées, renforçant par là la fonction d'intégration financière internationale.

Durant les années 70, les banques ont prêté "généreusement" pour satisfaire la boulimie de plusieurs pays arabes. Ceci d'autant plus que les prêts bancaires, à la différence des crédits publics ou des crédits à l'exportation ne sont pas liés à des projets: "cette autonomie d'affectation les rendent attractifs pour certains pays arabes (Maroc, Algérie). L'alourdissement de la dette est en partie imputable à la partie bancaire de ces prêts"²⁴. Cette situation s'est aggravée par l'application d'un modèle de financement libérale, fondé sur l'appel massif aux investissements étrangers grâce à des codes d'investissement d'une grande libéralité (Maroc, Tunisie). Un tel modèle n'a pas contribué à une gestion saine de la crise, l'objectif étant d'entretenir la capacité de remboursement des pays arabes, avec une observance stricte des ratios, du mode d'affectation des ressources empruntées et du degré d'adaptation aux déséquilibres externes.

L'endettement a représenté la solution de fuite en avant au détriment d'une mobilisation méthodique et rationnelle de l'épargne intérieure. D'autant plus que les conditions d'emprunt étaient favorables avec des taux d'intérêt réels faibles sinon négatifs durant les années 70.

Si l'analyse de la relation emprunt-investissement-croissance est complexe, deux périodes sont à distinguer: la première période (1973-78) est marquée par une relation positive entre ces différentes variables. Par contre, à partir de 1979, une inversion de tendance s'imposa avec l'éclatement de la crise financière et ses multiples implications, provoquant une régression économique et sociale.

- L'évasion des capitaux: phénomène qui aggrave les problèmes de la balance des paiements car les avoirs privés à l'étranger représentent parfois une proportion non négligeable de la dette officielle. En général, l'essentiel des exportations illégales de capitaux n'apparaît pas dans les statistiques. La pratique qui consiste à acquérir et à placer à l'extérieur des devises étrangères en falsifiant les informations contenues dans les documents commerciaux est courante, mais elle est difficile à estimer. Des évaluations fondées sur la comptabilisation des exportations privées de capitaux ne servant pas à

24 Cf. Arabi Jaidi: *op.cit.*, p.201.

rembourser la dette en se fondant sur la balance des paiements, ont montré que la proportion de sortie de capitaux par rapport aux emprunts pour la période 1976-82 a atteint 34,2% dans le cas de l'Égypte, 33,3% pour la Jordanie, 96% pour la Syrie et 20% pour le Maroc²⁵.

A la lumière de ces différents facteurs, il apparaît que les modèles de développement en vigueur ont généré l'endettement international, processus amplifié par le désordre financier et monétaire international; d'où les impasses actuelles. Comment gérer la crise de la dette? Promouvoir des réformes de structure dans le cadre d'une nouvelle conception du développement, intégrant la dimension qualitative, c'est-à-dire la santé, l'éducation, la culture, la communication... Ou bien introduire des aménagements contraignant l'économie et les finances à un retour à l'équilibre dont la finalité reste à définir.

Dans les années 80, c'est la vision du FMI et de la Banque Mondiale qui a prévalu à travers la mise en place des PAS (Programme d'Ajustement Structurel).

Ajustement economico-financier et éclosion d'une nouvelle culture

La situation de crise financière a permis de renforcer et d'élargir le rôle du FMI et de la Banque Mondiale. Et pour faire face à l'acuité des besoins de financement des pays membres débiteurs, ces organisations ont vu leur fonction d'intermédiaire financier s'accroître, l'objectif principal étant d'enrayer le risque d'une rupture des paiements internationaux. A cet effet, les deux institutions ont élargi les mécanismes de financement existant, comme ils ont créé de nouveaux mécanismes, particulièrement depuis le déclenchement de la crise financière. Rappelons à titre principal au niveau du FMI: élargissement de la facilité de financement compensatoire, facilité pétrolière, facilité élargie, établissement du Fonds Fiduciaire, prêt d'ajustement spécial (à destination des pays moins avancés endettés). Au niveau de la Banque Mondiale: la création du Prêt d'Ajustement Structurel appelé à jouer un rôle important dans la restructuration des économies du Tiers Monde en crise.

Cependant, l'évolution la plus significative a trait au rapprochement du FMI et de la Banque Mondiale à travers la complémentarité qui sous-tend la conception, la mise en oeuvre et le financement du PAS.

C'est sur cette base et dans cette optique que rééchelonnement de la dette et prêts sont consentis; les pays débiteurs s'engagent fermement à appliquer le PAS.

Dans la littérature récente du FMI et de la Banque Mondiale l'ajustement est devenu un mot-clé, un mot stratégique auquel on attribue toutes les vertus. Or cette pratique n'est pas nouvelle: les Etats, sous différentes formes et

25 A. Jaidi: *op.cit.*, p.197; Ismaïl Sabri Abdellah: "Reverse financial flows", voir Publications de l'Académie du Royaume du Maroc, collection sessions: *Pénurie au Sud, Incertitude au Nord - Constat et Remèdes*, Rabat, 1988.

selon des techniques variées ont toujours procédé à des ajustements. Cependant dans la période de crise actuelle, ce concept a pris un relief particulier. Chargé de valeur parce que les maîtres d'oeuvre sont les organisations financières internationales, se définissant comme porteur d'une politique anti-crise, l'ajustement est appelé à déterminer une bonne partie des années 90.

De l'exercice 79 à l'exercice 87 inclus, 121 prêts représentant au total 15,3 milliards, ont été approuvés. Trente et un prêts d'un montant total de 4,1 milliards de dollars ont été approuvés pendant le seul exercice 87 contre 15 en 1983 et 4 en 1980 (tableau 4). Ce qui souligne une très forte progression durant les années 80.

Jusqu'en 1987, 50 pays, surtout des pays africains à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire très endettés, ont reçu des prêts d'ajustement. Et pendant l'exercice 87, ces deux groupes ont représenté les trois quarts du nombre des prêts d'ajustement.

On compte, parmi les pays arabes bénéficiaires, le Maroc (industrie et commerce: 350,4 millions de dollars, agriculture: 100 million de dollars, l'éducation: 150 millions de dollars et entreprises publiques: 240 millions de dollars) et la Tunisie (agriculture: 150 millions de dollars et industries et commerce: 150 millions de dollars).

Le PAS est basé sur un diagnostic à l'identique dans tous les pays concernés. Elle recommande de façon uniforme les mêmes recettes qui sont devenues une panacée universelle: abolition ou libéralisation des contrôles de change et d'importation; dévaluation du taux de change; mise en oeuvre de programme anti-inflationniste à travers le contrôle du crédit bancaire, le contrôle du déficit budgétaire, le contrôle des prix; et enfin la création d'un meilleur climat pour les investissements étrangers.

Cette politique, au delà des différences de formulation (politique de stabilisation, politique d'austérité, politique de redressement...) est souvent conçue indépendamment du contexte socio-économique, de la nature des structures et du niveau de développement atteint. Théoriquement, elle est guidée par trois objectifs fondamentaux interdépendants:

- (a) - promouvoir la croissance,
- (b) - réduire l'inflation,
- (c) améliorer à moyen terme la position des paiements courants de la balance des paiements.

Mais à travers les premiers bilans, suite aux craquements économiques et sociaux que secouent plusieurs pays "sous programme", il apparaît que la démarche des organisations financières internationales présente des limites sérieuses. Deux séries de raisons sont à prendre en considération:

(a) *L'incohérence de la démarche du FMI*

En effet, la politique du FMI est conçue selon de vieux schémas keynésiens qui considèrent l'inflation et le déficit extérieur comme la conséquence d'un excès de la demande aussi bien publique que privée. Aussi cherche-t-il

à agir sur la demande selon la thérapeutique keynésienne traditionnelle dans le sens de la compression mais en recourant à des techniques monétaristes (réduction de la masse monétaire à travers une politique de crédit restrictive une politique salariale sévère, une politique budgétaire déflationniste...). Dans cette optique, la vision équilibriste devient dominante: la priorité consiste à favoriser le retour aux équilibres macro-économiques quel que soit le coût social.

Or de quel équilibre s'agit-il? Est-il suffisant pour qu'une économie soit en bonne santé, qu'il y ait égalité entre emplois et ressources? N'est-il pas plus important de formuler la question comme suit: Quelles ressources pour quels emplois?

L'expérience des dernières années souligne que la *politique d'ajustement est plus une politique de retour à l'équilibre qu'une politique de développement*. Tout devient subordonné à cette notion abstraite qu'est l'équilibre. Et les véritables problèmes se trouvent ainsi occultés. Ceci est d'autant plus vrai que l'histoire économique et sociale des pays industrialisés enseigne que si "la mise en ordre d'un certain nombre de choses" est nécessaire, le développement ne peut s'effectuer par et dans l'équilibre.

D'autre part, cette politique découle d'une analyse qui reste prisonnière de la partie visible de l'iceberg. La crise est appréhendée en termes de dérèglements, de déséquilibres, débouchant par là sur des schémas simplificateurs. Et la crise s'identifierait donc à une situation de déséquilibre et la "non crise" à une situation d'équilibre.

(b) *L'attachement sacro-saint de la Banque Mondiale et du FMI au dogme de l'économie de marché*

Sur cette base, libéralisation de l'économie et privatisation constitueraient la véritable issue à la crise.

Or de quelle crise s'agit-il? La crise qui secoue plusieurs régions du Tiers Monde n'est pas, réductible à une analyse en termes de budget, de balance des paiements courants, de monnaie et de prix. Comme le marché n'est pas dans le contexte socio-culturel des économies arabes cette institution privilégiée dont le libre fonctionnement permettrait de restaurer de façon miraculeuse l'équilibre.

Réduire l'équation du développement à "plus ou moins d'Etat", aux lignes de démarcation secteur public/secteur privé relève de la transposition mécanique de schémas d'analyse étrangers aux réalités du Tiers Monde. Certes, plusieurs Etats arabes se comportent en rentiers pratiquant la "consumation" dans sa forme moderne. Comme la bureaucratisation de l'économie est à l'origine de nombreux obstacles devenant de véritables freins au développement, les organisations financières internationales, par la politique d'ajustement qu'elles défendent, ont ravivé de vieux débats et remis à l'ordre du jour des oppositions devenues anachroniques: libéralisme / dirigisme, plan / marché, secteur public / secteur privé...

Tableau 4: Prêts d'ajustement, exercices 1979-87

	Ex.79	Ex.80	Ex.81	Ex.82	Ex.83	Ex.84	Ex.85	Ex.86	Ex.87	Ex.79-87
Ajustement structurel										
Nombre	-	3	6	6	7	6	3	7	13	51
Millions de \$	-	305	717	1072	1285	1282	163	610	665	5897
% total des prêts	-	2,7	5,8	8,2	8,9	8,9	1,1	3,7	3,8	4,7
Ajustement sectoriel										
Nombre	1	1	3	-	8	8	13	18	18	70
Millions de \$	31	65	137	-	641	1318	1475	2283	3452	9403
% total des prêts	0,3	0,6	1,1	-	4,4	8,5	10,3	14,0	19,5	7,5
Tous prêts d'ajustement										
Nombre	1	4	9	6	15	14	16	25	31	121
Millions de \$	31	370	854	1071	1926	2400	1638	2893	4148	15300
% total des prêts	0,3	3,2	6,9	8,2	13,3	15,5	11,4	17,7	23,3	12,2

Source: Rapport spécial sur les Prêts d'ajustement - Banque mondiale - Avril 1988.

Cependant, l'approche du FMI et de la Banque Mondiale présente un certain intérêt plus par les questions soulevées que par les réponses imposées. A titre d'exemple:

- les pays du Tiers Monde, dont plusieurs pays arabes, vivent au dessus de leurs moyens. Mais il reste à déterminer les couches ou classes sociales qui, étant donné la nature et le mode de répartition des revenus, s'accaparent l'essentiel du revenu national;

- la crise d'endettement touche surtout les entreprises publiques et semi-publiques, en somme l'Etat. C'est une crise financière de l'Etat! Comment les emprunts ont été utilisés? Comment la dette a été gérée? Quels sont les principaux bénéficiaires?

- les économies arabes, au delà de leur diversité, sont des économies de rentiers et d'assistés. Dans quelles conditions s'est effectuée l'extension du système de rente et d'assistance qui est devenu une source de blocage à toute dynamique économique?

La réponse à ces questions ne peut être que tronquée, dans le cadre d'une politique d'ajustement que subissent plusieurs pays arabes, avec une double conséquence:

- le développement de l'extraversion de l'économie à travers le développement prioritaire du secteur d'exportation, considéré comme la pierre angulaire des programmes d'ajustement. L'objectif est d'accroître la capacité de remboursement des pays débiteurs.

Le type d'ajustement est d'autant plus subi qu'il s'effectue conformément aux exigences d'une dynamique externe, non maîtrisée, qui est celle de la division internationale du travail (Maroc, Tunisie, Egypte). La variable motrice reste le marché extérieur, tandis que le marché interne continue de remplir une fonction d'appoint;

- l'aggravation de la déstructuration sociale sous l'effet d'une politique budgétaire dépressive et d'une politique sociale restrictive: baisse des investissements publics productifs et à caractère social (éducation, santé, déréglementation du système des produits consommés à grande échelle...).

Non seulement une partie de plus en plus importante de la population ne cesse de se marginaliser, faisant suite à l'affaiblissement des couches moyennes, mais un secteur non négligeable des entrepreneurs tournés vers le marché interne se trouve menacé par la libéralisation des importations.

C'est ainsi que les organisations financières internationales, à travers leurs analyses de la crise et les solutions appliquées, ont joué un rôle non négligeable dans l'éclosion et la propagation d'une nouvelle culture; celle-ci façonnant des comportements et des mentalités, déterminant la façon d'être et d'avoir, uniformisant les discours et les politiques économiques. Cette nouvelle culture ne s'embarrasse pas de la complexité des situations: privilégiant les schématismes, elle se limite aux apparences des choses complexes. Elle prend appui sur des mots-clés comme équilibre, rentabilité, compétitivi-

té... notions chargées de valeur qui véhiculent ici et là une vision particulière.

Donc, la solution aux désordres actuels réside par et dans l'ordre marchand: tel est le credo de cette nouvelle culture qui se propage rapidement dans les quatre coins du monde.

L'ordre marchand est-il celui de la vérité? Si oui, la vérité peut-elle être parcellisée? D'autant plus qu'elle n'a de sens que si elle englobe non seulement le domaine économique mais aussi le domaine socio-culturel et politique. C'est à cette conditions que l'ordre par l'économie du marché pourra fonctionner de façon efficiente. Combien de réformes entreprises dans plusieurs pays arabes ont échoué parce que le marché ne fonctionne pas comme organisateur du désordre. Les conditions historiques, socio-culturelles et politiques faisant défaut, il rend le désordre anarchie, conduisant à des fractures, si non à des ruptures.

En même temps, l'ordre marchand est celui de la puissance et de la force. Et l'histoire des rapports entre les deux rives de la Méditerranée, à titre d'exemple, l'illustre parfaitement dans des domaines très variés: économique, commercial, technologique et culturel. L'histoire passée et récente montre combien l'ordre marchand, tel qu'il est imposé, est plus une source de domination renouvelée qu'une source de libération pour les pays du Sud.

En définitive, il apparait que la nouvelle culture est fondée sur l'ordre de l'argent. Et l'homme en tant que finalité disparaît. Seules ses fonctions techno-économiques de production, d'échange et de consommation, c'est-à-dire ses fonctions de création et de destruction des richesses sont valorisées.

C'est ainsi que le développement, dans sa dimension qualitative, est abandonné. Il devient subordonné à la logique du marché qui médiatise tout. Et la grande vague du néo-libéralisme qui continue de déferler sur le monde a sacralisé une nouvelle fois les lois du marché.